



Note Ukraine suite à l'appel intersyndical à la manifestation du 24 février

Un appel intersyndical « *pour une paix juste et durable : solidarité avec la résistance des travailleuses et travailleurs ukrainiens !* » est en diffusion et débouche sur le relai de l'appel à manifestation à Paris le 24 février 2024.

Si le titre porte la mention d'appel à la paix, le contenu de l'appel intersyndical comme celui de la manifestation sont, sur le fond, quant à eux bien plus ambigus et problématiques, rompant avec nos repères revendicatifs et avec l'histoire de notre organisation syndicale.

La précaution première est de regarder qui est à l'initiative de ce rassemblement : l'Union des Ukrainiens de France. Pour rappel, cette association, sur son site, prend la défense Stephan Bandera, militant nationaliste ukrainien ayant fait allégeance au IIIème Reich.

La deuxième précaution est de connaître les slogans d'appel à une manifestation et de ne pas les omettre quand on appelle à y participer. Ainsi, l'appel pour le 24 février appelle très clairement à « *armer l'Ukraine* ». Cela appelle donc concrètement à une escalade guerrière et à un alignement sur la position du gouvernement français, de l'OTAN et ses alliés.

Pour rappel, depuis décembre 2023, la France a livré : des canons Caesar avec leurs munitions et véhicules blindés, des missiles Mistral et Scalp, des systèmes Crotale et a formé 8.000 soldats ukrainiens. L'Union Européenne vient d'attribuer 51 milliards d'euros à l'Ukraine pour se fournir en arme et dans le budget de la France, 413 milliards d'euros ont été inscrits dans la loi de programmation militaire. Promouvoir la guerre, l'armement, c'est appuyer et légitimer les choix budgétaires politiques en ce sens et voir partir l'argent des travailleuses et travailleurs, l'argent du peuple dans une industrie militaire vouée à faire mourir des populations. Il est ensuite compliqué de venir revendiquer une répartition des richesses en faveur du plus grand nombre et pour construire des mesures de progrès social.

Ce qui est tout aussi inquiétant dans l'appel, c'est ce qui n'y figure pas et qui pourtant sont les marqueurs de l'histoire du mouvement ouvrier :

- **L'appel n'exige à aucun moment un cessez-le-feu** et se situe ouvertement dans la poursuite de la guerre. C'est un appel atlantiste qui situe ouvertement les organisations syndicales comme des « alliées » de Zelinsky et de son gouvernement. Pour rappel, la CGT n'est pas une organisation alignée ni sur

quelconque gouvernement, ni sur des intérêts impérialistes ou des oligarques. Nous sommes, historiquement, du côté des peuples et donc contre les guerres que se mènent les impérialistes. L'intérêt des travailleuses et travailleurs en Russie comme en Ukraine, n'est ni du côté de Poutine et ses oligarques, ni de celui de Zelinski équipé et poussé par l'OTAN.

- **L'appel ne fait aucune référence à l'OTAN**, dédouanant la responsabilité de l'escalade guerrière et niant les intérêts économiques et géostratégiques de la région. C'est une guerre ouverte pour le pétrole, le gaz, le blé et le contrôle de leur acheminement. Les travailleuses et travailleurs n'ont aucun intérêt à mourir pour les oligarques et jamais la CGT ne s'est située du côté des profiteurs de guerre et de ceux qui les fomentent.
- **L'appel n'apporte à aucun moment son soutien aux jeunes mobilisés de force** et à tous les déserteurs (de plus en plus nombreux), ni ne dénoncent les arrestations massives et les persécutions pour enrôler de force.

L'UD CGT 13 ne s'inscrira dans aucune action de soutien à des gouvernements bellicistes et portera les positions historiques du mouvement ouvrier. La guerre est l'ennemie des travailleuses et travailleurs.

L'UD CGT 13 ne s'aligne sur aucun impérialisme et ne se soumet à aucune pression dans ce sens, allant à justifier la vision binaire du monde entre les alliés occidentaux par essence du côté de l'axe du Bien et tous les autres.

Ce qui reste notre forme d'action est d'œuvrer partout à la paix, à la fraternité entre les peuples et la défense des intérêts de notre camp.

L'UD CGT 13 ne se laisse pas leurrer par les discours conduisant à penser qu'à un quelconque moment les travailleuses et travailleurs ont des intérêts communs avec celles et ceux qui tirent les ficelles pour leur intérêt propre. Cette vision, de plus, entretient un caractère nationaliste d'une union possible entre des classes antagonistes porteuses d'intérêts opposés.

L'UD CGT 13 déplore dans le même temps que l'intersyndicale n'ait pas eu une expression commune pour soutenir le peuple palestinien dans sa volonté de paix et dénoncer les actes génocidaires en cours commis par Israël.

La paix pour toutes et tous, partout !